



RAPPORT DE GESTION PREMIER TRIMESTRE 2022

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
FAITS SAILLANTS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS ET DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	7
ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	9
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	12
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	16
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	27

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. couvre les principales activités du premier trimestre 2022 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Québecor inc. est une société de gestion détenant Québecor Média inc., une filiale en propriété exclusive et l'un des plus importants conglomérats de télécommunications et de médias du Canada.

Québecor Média inc. exerce ses activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Média, et Sports et divertissement. Québecor Média inc. déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés et la maximisation de la valeur de ses contenus au profit de multiples plateformes de distribution. À moins d'avis contraire, les références à « Québecor » ou à la « Société » dans le présent rapport de gestion désignent Québecor inc. et ses filiales et les références à « Québecor Média » désignent Québecor Média inc. et ses filiales.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2021. Tous les montants sont en dollars canadiens (« CA ») à moins d'avis contraire.

La Société utilise des mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et le ratio d'endettement net consolidé ainsi que des indicateurs clés de rendement tels que l'unité génératrice de revenus (« UGR ») et le revenu mensuel moyen par unité (« RMPU »). La mesure de facturation moyenne d'abonnement par unité (« FMPU »), utilisée précédemment, a été abandonnée et remplacée par la mesure RMPU, afin de permettre une meilleure comparabilité des données dans le contexte de l'évolution du modèle d'affaires de la Société lié à la vente d'équipements. Les définitions des mesures non normalisées selon les IFRS et des indicateurs clés de rendement utilisés par la Société, incluant la nouvelle mesure RMPU, sont présentés dans les sections « Mesures non normalisées selon les IFRS » et « Indicateurs clés de rendement ».

Pandémie de la COVID-19

Depuis mars 2020, la pandémie de COVID-19 a eu un impact sur certains résultats trimestriels de la Société, plus particulièrement pour les secteurs Média et Sports et divertissement. Compte tenu des incertitudes entourant l'évolution de la pandémie, y compris toute nouvelle vague importante, il est impossible de déterminer avec certitude tous les impacts futurs découlant de la crise sanitaire sur les résultats d'exploitation.

FAITS SAILLANTS

Premier trimestre 2022

Revenus de 1,09 G\$, en baisse de 3,1 M\$ (-0,3 %).

BAILA ajusté¹ de 442,1 M\$, en baisse de 10,6 M\$ (-2,3 %).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 121,4 M\$ (0,51 \$ par action de base), en hausse de 0,1 M\$ (0,02 \$ par action de base).

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies¹ de 128,7 M\$ (0,54 \$ par action de base), en baisse de 1,2 M\$ (hausse de 0,02 \$ par action de base).

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés¹ de 316,1 M\$, en hausse de 8,5 M\$ (2,8 %).

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 227,7 M\$, en baisse de 33,9 M\$ (-13,0 %).

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS ».

Tableau 1**Sommaire consolidé des résultats, des flux de trésorerie et du bilan**

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action de base)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2022	2021
Résultats		
Revenus :		
Télécommunications	903,4	\$ 914,0
Média	181,8	174,8
Sports et divertissement	34,1	31,2
Intersectoriels	(31,3)	(28,9)
	1 088,0	1 091,1
BAlIA ajusté (BAlIA ajusté négatif) :		
Télécommunications	460,0	450,9
Média	(11,9)	1,3
Sports et divertissement	(0,1)	2,1
Siège social	(5,9)	(1,6)
	442,1	452,7
Amortissement	(194,7)	(195,3)
Frais financiers	(77,5)	(83,1)
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers	(7,3)	(5,8)
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(0,9)	(4,5)
Impôts sur le bénéfice	(44,6)	(44,0)
Bénéfice net	117,1	\$ 120,0
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	121,4	121,3
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	128,7	129,9
Par action de base :		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,51	0,49
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	0,54	0,52

Tableau 1 (suite)

Trois mois terminés
les 31 mars

2022 2021

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels :

Télécommunications	115,4	\$	138,0	\$
Média	9,2		5,7	
Sports et divertissement	0,8		1,0	
Siège social	0,6		0,4	
	126,0		145,1	

Flux de trésorerie :

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés :

Télécommunications	344,6		312,9	
Média	(21,1)		(4,4)	
Sports et divertissement	(0,9)		1,1	
Siège social	(6,5)		(2,0)	
	316,1		307,6	

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies¹

104,0 91,1

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation

227,7 261,6

31 mars 31 déc.
2022 2021**Bilan**

Espèces et quasi-espèces	26,9	\$	64,7	\$
Fonds de roulement	(870,7)		50,4	
Actif net lié aux instruments financiers dérivés	305,4		382,3	
Actif total	10 611,2		10 763,0	
Total de la dette à long terme	6 376,4		6 554,0	
Obligations locatives (court et long terme)	180,3		183,2	
Débiteures convertibles, y compris les dérivés incorporés	148,8		141,6	
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	1 336,2		1 255,6	
Capitaux propres	1 458,4		1 378,8	

Ratio d'endettement net consolidé¹

3,18x 3,19x

Télécommunications

- Au premier trimestre 2022, le secteur Télécommunications a affiché une diminution de 10,6 M\$ (-1,2 %) de ses revenus et une augmentation de 9,1 M\$ (2,0 %) de son BAIIA ajusté.
- Progression de 20,1 M\$ (8,7 %) des revenus en services et équipements mobiles de Vidéotron au premier trimestre 2022.
- Augmentation nette de 13 800 (0,2 %) UGR au premier trimestre 2022, dont 24 500 lignes (1,5 %) aux services de téléphonie mobile, 17 500 clients (3,5 %) aux services de vidéo sur demande par abonnement (« VSDA ») et 5 300 clients (0,3 %) aux services d'accès Internet.

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS ».

Autres secteurs

- Hausses respectives de 7,0 M\$ (4,0 %) et 2,9 M\$ (9,3 %) des revenus des secteurs Média et Sports et divertissement.

Opérations de financement

- Le 15 février 2022, Groupe TVA a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie de 75,0 M\$ afin de proroger la date d'échéance de février 2022 à février 2023 et de modifier certaines modalités.

ANALYSE DES RÉSULTATS ET DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Comparaison des premiers trimestres 2022 et 2021

Revenus de 1,09 G\$, en baisse de 3,1 M\$ (-0,3 %).

- Diminution dans le secteur Télécommunications (10,6 M\$ ou -1,2 % des revenus du secteur).
- Augmentation dans les secteurs Média (7,0 M\$ ou 4,0 %) et Sports et divertissement (2,9 M\$ ou 9,3 %).

BAIIA ajusté de 442,1 M\$, en baisse de 10,6 M\$ (-2,3 %).

- Hausse dans le secteur Télécommunications (9,1 M\$ ou 2,0 % du BAIIA ajusté du secteur).
- Écart défavorable dans les secteurs Média (13,2 M\$) et Sports et divertissement (2,2 M\$), ainsi qu'au siège social (4,3 M).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions et des unités d'actions de Québecor ont entraîné un écart favorable de 1,4 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au premier trimestre 2022, par rapport à la même période de 2021.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 121,4 M\$ (0,51 \$ par action de base) au premier trimestre 2022, contre 121,3 M\$ (0,49 \$ par action de base) à la même période de 2021, soit une hausse de 0,1 M\$ (0,02 \$ par action de base).

- Les écarts favorables s'expliquent essentiellement par :
 - la diminution de 5,6 M\$ liée aux frais financiers;
 - l'écart favorable de 3,6 M\$ lié à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments;
 - l'écart favorable de 3,0 M\$ des participations ne donnant pas le contrôle.
- Les écarts défavorables s'expliquent principalement par :
 - la baisse de 10,6 M\$ du BAIIA ajusté;
 - l'écart défavorable de 1,5 M\$ lié à la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers, sans incidence fiscale.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 128,7 M\$ (0,54 \$ par action de base) au premier trimestre 2022, contre 129,9 M\$ (0,52 \$ par action de base) à la même période de 2021, soit une baisse de 1,2 M\$ (hausse de 0,02 \$ par action de base).

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 316,1 M\$, en hausse de 8,5 M\$ (2,8 %), expliquée surtout par la baisse de 18,5 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, contrebalancée en partie par la diminution de 10,6 M\$ du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 227,7 M\$, en baisse de 33,9 M\$ (-13,0 %), expliquée principalement par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, par la hausse des impôts exigibles et par la baisse du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la diminution de la portion monétaire des frais financiers.

Charge d'amortissement de 194,7 M\$ au premier trimestre 2022, soit une diminution de 0,6 M\$.

Frais financiers de 77,5 M\$ au premier trimestre 2022, en baisse de 5,6 M\$. La baisse des frais financiers s'explique par l'impact d'un taux d'intérêt moyen inférieur sur la dette à long terme, contrebalancée en partie par un niveau moyen d'endettement plus élevé.

Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers de 7,3 M\$ au premier trimestre 2022, soit un écart défavorable de 1,5 M\$, attribuable à la variation défavorable, sans incidence fiscale, des gains et pertes sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles.

Charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments de 0,9 M\$ au premier trimestre 2022, soit un écart favorable de 3,6 M\$.

- Au premier trimestre 2022, une charge de 0,9 M\$ a été comptabilisée relativement aux mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société (3,2 M\$ au premier trimestre 2021). Une charge de dépréciation d'actifs de 0,8 M\$ et une perte de 0,5 M\$ liée à d'autres éléments ont également été comptabilisées au cours du premier trimestre 2021.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 44,6 M\$ au premier trimestre 2022 (taux d'imposition effectif de 26,4 %), contre 44,0 M\$ (taux d'imposition effectif de 25,9 %) à la même période de 2021, soit un écart défavorable de 0,6 M\$.

ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2022

Revenus de 903,4 M\$ au premier trimestre 2022, en baisse de 10,6 M\$ (-1,2 %).

- Revenus des services de téléphonie mobile de 187,3 M\$, soit une progression de 16,8 M\$ (9,9 %) due principalement à la croissance du nombre de lignes et la hausse du revenu moyen par client.
- Revenus des services d'accès Internet de 298,6 M\$, en hausse de 2,0 M\$ (0,7 %). Cet écart favorable s'explique surtout par la hausse du nombre de clients.
- Revenus des services de télédistribution de 197,3 M\$, soit une diminution de 15,9 M\$ (-7,5 %). Cet écart défavorable s'explique surtout par la baisse du nombre de clients et la diminution du revenu moyen par client.
- Revenus des services de téléphonie filaire de 75,2 M\$, en baisse de 5,5 M\$ (-6,8 %), principalement due à l'impact de la diminution du nombre de lignes, contrebalancée en partie par la hausse du revenu moyen par ligne.
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 63,8 M\$, en hausse de 3,3 M\$ (5,5 %), surtout en raison de l'augmentation des prix, contrebalancée en partie par la diminution du nombre d'appareils mobiles vendus.
- Revenus d'équipements filaires vendus aux clients de 32,3 M\$, en baisse de 14,4 M\$ (-30,8 %), principalement en raison de la diminution du volume de ventes d'équipements liées à la plateforme Helix.
- Autres revenus de 48,9 M\$, en hausse de 3,1 M\$ (6,8 %), principalement en raison de la hausse des revenus de Vidéotron Affaires.

RMPU total de Vidéotron de 46,40 \$ au premier trimestre 2022, contre 46,64 \$ à la même période de 2021, soit une diminution de 0,24 \$ (-0,5 %), expliqué en partie par une plus grande proportion d'unités en téléphonie mobile. Le RMPU mobile a atteint 38,70 \$ au premier trimestre 2022, contre 38,08 \$ à la même période de 2021, en hausse de 0,62 \$ (1,6 %).

Statistiques de clientèle

UGR – Au 31 mars 2022, le nombre total d'UGR s'établissait à 6 203 400, soit une hausse de 13 800 unités (0,2 %) par rapport à la fin du quatrième trimestre 2021, contre une baisse de 6 700 à la même période de 2021. Le nombre d'UGR a augmenté de 62 200 (1,0 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2022 (tableau 2).

Téléphonie mobile – Au 31 mars 2022, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 1 626 400, soit une augmentation de 24 500 lignes (1,5 %) par rapport à la fin du quatrième trimestre 2021, contre une hausse de 22 100 à la même période de 2021. Le nombre de lignes à ces services a augmenté de 123 200 (8,2 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2022 (tableau 2).

Accès Internet – Au 31 mars 2022, le nombre de clients aux services d'accès Internet se chiffrait à 1 846 100, soit une hausse de 5 300 clients (0,3 %) par rapport à la fin du quatrième trimestre 2021, contre une hausse de 8 100 à la même période de 2021. Le nombre de clients à ces services a augmenté de 41 200 (2,3 %) sur une période de 12 mois (tableau 2).

Télédistribution – Au 31 mars 2022, le nombre de clients en télédistribution s'établissait à 1 406 400, soit une diminution de 12 200 clients (-0,9 %) par rapport à la fin du quatrième trimestre 2021, contre une baisse de 18 100 à la même période de 2021. Le nombre de clients à ces services a diminué de 51 100 (-3,5 %) sur une période de 12 mois (tableau 2).

Téléphonie filaire – Au 31 mars 2022, le nombre de lignes à la téléphonie filaire se chiffrait à 803 600, soit une baisse de 21 300 (-2,6 %) par rapport à la fin du quatrième trimestre 2021, contre une diminution de 27 000 lignes à la même période de 2021. Le nombre de lignes à ces services a diminué de 94 100 (-10,5 %) sur une période de 12 mois (tableau 2).

VSDA – Au 31 mars 2022, le nombre de clients aux services de VSDA s'élevait à 520 900, soit une augmentation de 17 500 clients (3,5 %) par rapport à la fin du quatrième trimestre 2021, contre une hausse de 8 200 clients à la même période de 2021. Le nombre de clients à ces services a augmenté de 43 000 (9,0 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2022 (tableau 2).

Tableau 2**UGR du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres**

(en milliers d'unités)

	Mars 2022	Déc. 2021	Sept. 2021	Juin 2021	Mars 2021	Déc. 2020	Sept. 2020	Juin 2020
Téléphonie mobile	1 626,4	1 601,9	1 571,3	1 530,4	1 503,2	1 481,1	1 452,6	1 404,9
Internet	1 846,1	1 840,8	1 832,7	1 810,2	1 804,9	1 796,8	1 769,8	1 749,3
Télédistribution	1 406,4	1 418,6	1 428,0	1 441,4	1 457,5	1 475,6	1 481,8	1 497,3
Téléphonie filaire	803,6	824,9	847,4	872,4	897,7	924,7	947,8	976,5
Vidéo sur demande par abonnement	520,9	503,4	467,2	466,6	477,9	469,7	452,9	472,2
Total	6 203,4	6 189,6	6 146,6	6 121,0	6 141,2	6 147,9	6 104,9	6 100,2

BAIIA ajusté de 460,0 M\$, en hausse de 9,1 M\$ (2,0 %) qui s'explique surtout par :

- la baisse des frais d'exploitation, dont les frais du service à la clientèle, les coûts de main-d'œuvre et les frais administratifs.

Contrebalancée en partie par :

- l'impact de la baisse des revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 49,1 % au premier trimestre 2022, contre 50,7 % à la même période de 2021. Cette baisse est principalement attribuable à la baisse des frais d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 344,6 M\$ au premier trimestre 2022, contre 312,9 M\$ à la même période de 2021 (tableau 11). Cette hausse de 31,7 M\$ s'explique par la baisse de 16,4 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, due surtout à un ralentissement en général des investissements à la suite de la revue des priorités stratégiques, par la progression de 9,1 M\$ du BAIIA ajusté et par la baisse de 6,2 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Média

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2022

Revenus de 181,8 M\$ au premier trimestre 2022, en hausse de 7,0 M\$ (4,0 %).

- Autres revenus en hausse de 5,0 M\$ (10,1 %), expliquée principalement par l'augmentation des revenus des services de production et distribution ainsi que de services cinématographiques et audiovisuels.
- Augmentation des revenus de publicité de 3,1 M\$ (4,1 %), principalement attribuable à la hausse des revenus publicitaires provenant de la télédiffusion.
- Diminution des revenus d'abonnement de 1,1 M\$ (-2,2 %), expliquée principalement par la baisse des revenus d'abonnement aux chaînes spécialisées et aux magazines.

BAIIA ajusté négatif de 11,9 M\$ au premier trimestre 2022, soit un écart défavorable de 13,2 M\$ qui s'explique surtout par :

- la hausse des coûts de contenu du Réseau TVA.

Contrebalancée en partie par :

- l'impact de la hausse des revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 106,5 % au premier trimestre 2022, contre 99,3 % à la même période de 2021. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse des coûts de contenu en télédiffusion.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés négatifs de 21,1 M\$ au premier trimestre 2022, contre des flux de trésorerie d'exploitation ajustés négatifs de 4,4 M\$ à la même période de 2021 (tableau 11), soit un écart défavorable de 16,7 M\$, expliquée par l'écart défavorable de 13,2 M\$ du BAIIA ajusté et par la hausse de 5,5 M\$ des acquisitions d'immobilisations, attribuable au début de la construction de MELS 4, contrebalancée par la diminution de 2,0 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels.

Sports et divertissement

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2022

Revenus de 34,1 M\$ au premier trimestre 2022, soit une hausse de 2,9 M\$ (9,3 %), principalement attribuable à la hausse des revenus de distribution de livres, des activités de spectacles et de musique.

BAIIA ajusté négatif de 0,1 M\$ au premier trimestre 2022, soit un écart défavorable de 2,2 M\$, qui s'explique surtout par l'impact de la hausse de certains frais d'exploitation, dont les frais administratifs.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés négatifs de 0,9 M\$ au premier trimestre 2022, contre des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,1 M\$ à la même période de 2021 (tableau 11). Cet écart défavorable de 2,0 M\$ s'explique essentiellement par l'écart défavorable de 2,2 M\$ du BAIIA ajusté.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société ainsi que de la situation financière à la date du bilan.

Exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 227,7 M\$ au premier trimestre 2022, contre 261,6 M\$ à la même période de 2021.

Cette diminution de 33,9 M\$ s'explique surtout par :

- l'écart défavorable de 20,3 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, expliqué principalement par la variation défavorable des stocks, des créditeurs et charges à payer, et des revenus reportés, contrebalancée en partie par la variation favorable des actifs liés à des contrats, des impôts sur le bénéfice à payer et des débiteurs;
- la hausse de 11,0 M\$ des impôts exigibles;
- la baisse de 10,6 M\$ du BAIIA ajusté.

Contrebalancés en partie par :

- la diminution de 5,2 M\$ de la portion monétaire des frais financiers.

La variation nette défavorable des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation et la baisse de la rentabilité ont eu un impact défavorable au cours du premier trimestre 2022 sur les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, comparativement au même trimestre 2021, tandis que la diminution de la portion monétaire des frais financiers a eu une incidence favorable.

Fonds de roulement négatif de 870,7 M\$ au 31 mars 2022, contre un fonds de roulement de 50,4 M\$ au 31 décembre 2021, soit une baisse de 921,1 M\$, principalement attribuable à l'échéance en 2023 d'un billet de premier rang et des instruments financiers dérivés y afférent, dont les soldes ont été inscrits dans les éléments à court terme, mais également attribuable à la hausse des créditeurs, contrebalancées en partie par la hausse des stocks.

Investissement

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations de 95,3 M\$ au premier trimestre 2022, contre 111,8 M\$ à la même période de 2021, soit une diminution de 16,5 M\$, qui s'explique surtout par la variation nette favorable de 15,9 M\$ des éléments hors caisse courants.

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels de 29,8 M\$ au premier trimestre 2022, contre 58,8 M\$ à la même période de 2021, soit une diminution de 29,0 M\$, qui s'explique surtout par un ralentissement en général des investissements à la suite de la revue des priorités stratégiques, principalement dans le secteur Télécommunications, et par la variation nette favorable de 10,5 M\$ des éléments hors caisse courants.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 1,4 M\$ au premier trimestre 2022, contre 0,1 M\$ à la même période de 2021.

Acquisitions d'entreprises de 15,1 M\$ au premier trimestre 2021, essentiellement attribuables à l'acquisition des Disques Audiogramme inc. dans le secteur Sports et Divertissement.

Acquisitions de placements et autres de 4,1 M\$ au premier trimestre 2022, contre 0,8 M\$ à la même période de 2021.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de 104,0 M\$ au premier trimestre 2022, contre 91,1 M\$ à la même période de 2021 (tableau 12).

Cette hausse de 12,9 M\$ s'explique surtout par :

- la diminution de 16,5 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations ;
- la diminution de 29,0 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels.

Contrebalancées en partie par :

- la diminution de 33,9 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation.

Financement

Dette consolidée (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en baisse de 158,0 M\$ au premier trimestre 2022. Variation nette défavorable de 76,9 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au premier trimestre 2022, la diminution de la dette est essentiellement attribuable à :
 - la diminution par Vidéotron des tirages sur sa facilité de crédit renouvelable garantie pour un montant de 149,0 M\$;
 - l'incidence favorable du taux de change de 51,2 M\$. La baisse de la dette consolidée attribuable à ce facteur a été contrebalancée par la baisse de l'actif (ou la hausse du passif) liée aux instruments financiers dérivés ;
 - la baisse de 7,4 M\$ de la dette attribuable à la variation de la juste valeur liée au risque d'intérêt couvert.
- Au premier trimestre 2022, l'augmentation de la dette est essentiellement attribuable à :
 - l'augmentation des emprunts bancaires de Vidéotron et Groupe TVA pour un montant 25,2 M\$;
 - la hausse par Groupe TVA et Québecor Média des tirages sur leur facilité de crédit renouvelable garantie pour un montant total de 23,0 M\$.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés représentent un actif net de 305,4 M\$ au 31 mars 2022, contre un actif net de 382,3 M\$ au 31 décembre 2021, soit une variation nette défavorable de 76,9 M\$ expliquée principalement par :
 - l'écart défavorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés ;
 - l'impact défavorable sur la juste valeur des instruments financiers dérivés de l'évolution des taux d'intérêt au Canada par rapport aux États-Unis.
- Le 15 février 2022, Groupe TVA a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie de 75,0 M\$ afin de proroger la date d'échéance de février 2022 à février 2023 et de modifier certaines modalités.

Situation financière

Liquidités disponibles nettes de 1,65 G\$ au 31 mars 2022 pour Québecor et ses filiales détenues à part entière, soit des facilités de crédit renouvelables disponibles et inutilisées de 1,65 G\$, moins des emprunts bancaires de 1,6 M\$.

Dette consolidée (dette à long terme plus les emprunts bancaires) totalisant 6,37 G\$ au 31 mars 2022, soit une diminution de 158,0 M\$ par rapport au 31 décembre 2021. Variation nette défavorable de 76,9 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf. « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 5,23 G\$ de Vidéotron (5,38 G\$ au 31 décembre 2021), de 26,5 M\$ de Groupe TVA (12,0 M\$ au 31 décembre 2021), de 1,07 G\$ de Québecor Média (1,09 G\$ au 31 décembre 2021) et de 44,2 M\$ de Québecor (44,5 M\$ au 31 décembre 2021).

Au 31 mars 2022, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 3
Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor
Périodes de 12 mois terminées les 31 mars
(en millions de dollars canadiens)

2023	1 139,7	\$
2024	135,9	
2025	750,3	
2026	775,0	
2027	–	
2028 et ultérieurement	3 575,5	
Total	6 376,4	\$

Québecor peut (mais n'est d'aucune façon dans l'obligation de le faire) chercher à retirer ou à racheter, de temps à autre, des titres en circulation, y compris des débetures convertibles, par le biais d'achats sur le marché libre, de transactions négociées avec des partenaires privés ou autrement. Ces rachats, le cas échéant, dépendront des liquidités disponibles de la Société, de ses besoins en liquidités, des conditions du marché, des restrictions contractuelles et d'autres facteurs. Les montants de ces transactions pourraient être importants.

Au 31 mars 2022, l'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 5,0 années (5,1 années au 31 décembre 2021). Compte tenu des instruments de couverture, la dette était constituée d'environ 80,0 % de titres à taux fixe (91,7 % au 31 décembre 2021) et de 20,0 % de titres à taux variable (8,3 % au 31 décembre 2021).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de paiement d'impôts sur le bénéfice, de remboursement de dettes et d'obligations locatives, de contributions conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de dividendes aux actionnaires. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de respecter les échéances futures de ses dettes, qui sont échelonnées au cours des prochaines années.

La Société est assujettie au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à ses ententes de financement. Au 31 mars 2022, la Société respectait tous ses ratios financiers et clauses financières restrictives de ses conventions de financement.

Dividendes déclarés

Le 11 mai 2022, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,30 \$ par action sur les actions catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 21 juin 2022 aux actionnaires inscrits à la date de clôture des registres le 27 mai 2022.

Analyse du bilan consolidé

Tableau 4

Bilan consolidé de Québecor

Analyse des principales variations entre le 31 mars 2022 et le 31 décembre 2021

(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2022¹		31 déc. 2021 ¹		Écart		Principales sources d'explication de l'écart
Actif							
Espèces et quasi-espèces	26,9	\$	64,7	\$	(37,8)	\$	Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement et d'investissement
Débiteurs	706,6		745,1		(38,5)		Incidence de la variation courante des activités
Actifs de contrat	103,9		129,4		(25,5)		Hausse du financement sur la vente d'équipements
Stocks	367,5		282,6		84,9		Incidence de la variation courante des activités
Immobilisations	3 016,7		3 058,7		(42,0)		Amortissement de la période moins les acquisitions d'immobilisations
Actifs incorporels	2 324,8		2 344,1		(19,3)		Amortissement de la période moins les acquisitions d'actifs incorporels
Instruments financiers dérivés ²	305,4		382,3		(76,9)		<i>Cf.</i> « Financement »
Autres éléments d'actif	542,5		521,1		21,4		Gain sur réévaluation des régimes à prestations définies
Passif							
Créditeurs, charges à payer et provisions	949,1		861,0		88,1		Incidence de la variation courante des activités d'exploitation
Impôts sur le bénéfice ³	14,0		40,1		(26,1)		Déboursés courants moins les impôts exigibles de la période
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	6 366,4		6 524,4		(158,0)		<i>Cf.</i> « Financement »
Autres éléments de passif	218,1		293,2		(75,1)		Gain sur réévaluation des régimes à prestations définies

¹ Les natures « espèces affectées » et « subvention différée » sont regroupées aux fins de l'analyse.

² Actif à court terme et à long terme moins le passif à long terme.

³ Passif à court terme moins l'actif à court terme.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2022, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme, les débetures convertibles et les obligations locatives, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements ainsi que ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 5.

Tableau 5
Obligations contractuelles de Québecor au 31 mars 2022
(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme ¹	6 376,4 \$	1 139,7 \$	886,2 \$	775,0 \$	3 575,5 \$
Débetures convertibles ²	150,0	–	150,0	–	–
Paiements d'intérêts ³	1 301,4	207,4	446,9	327,5	319,6
Obligations locatives	180,3	36,3	58,7	27,1	58,2
Paiements d'intérêts sur les obligations locatives	43,2	7,1	10,2	6,8	19,1
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	1 406,5	356,4	428,7	287,0	334,4
Instruments financiers dérivés ⁴	(281,6)	(227,9)	(88,0)	–	34,3
Total des obligations contractuelles	9 176,2 \$	1 519,0 \$	1 892,7 \$	1 423,4 \$	4 341,1 \$

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

² Basé sur la valeur du marché au 31 mars 2022 d'un nombre d'actions correspondant au résultat de la division du capital impayé par le cours d'une action catégorie B de Québecor à cette date, sous réserve d'un prix plancher d'environ 25,49 \$ et d'un prix plafond d'environ 31,87 \$. La Société peut aussi racheter les débetures convertibles en émettant le nombre de ses actions catégorie B correspondant.

³ Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme et les débetures convertibles, selon les taux d'intérêt en vigueur, les taux d'intérêt des couvertures et les taux de change des couvertures sur devises au 31 mars 2022.

⁴ Encaissements futurs estimatifs, déduction faite des déboursés futurs, sur les instruments financiers dérivés liés à la couverture des taux de change sur le principal de la dette libellée en dollars US.

Transactions entre parties liées

Au premier trimestre 2022, la Société a engagé des dépenses auprès de sociétés liées pour un montant de 8,4 M\$ (3,8 M\$ à la même période de 2021), qui sont incluses dans les achats de biens et services, et a acquis des immobilisations et des actifs incorporels auprès de sociétés liées pour un montant de 0,4 M\$ (aucun à la même période de 2021). La Société a également effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 1,6 M\$ (1,2 M\$ à la même période de 2021). Ces transactions ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Capital-actions

Conformément aux exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 6 présente les données du capital-actions de la Société au 19 avril 2022. De plus, 2 248 483 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 19 avril 2022.

Tableau 6
Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 19 avril 2022	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	76 984 034	8,6 \$
Actions catégorie B	160 883 456	948,4

Le 4 août 2021, la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 6 000 000 actions catégorie B représentant environ 3,6 % des actions catégorie B émises et en circulation le 30 juillet 2021. Les rachats peuvent être effectués entre le 15 août 2021 et le 14 août 2022, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Le 27 avril 2022, la Société a été autorisée par la Bourse de Toronto à modifier son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités afin d'augmenter le nombre maximal d'actions catégorie B qui lui est permis de racheter à 10 000 000 actions catégorie B, représentant environ 6,8 % des actions catégorie B détenues dans le public le 30 juillet 2021. Les autres modalités du programme de rachat demeurent inchangées.

Le 6 août 2021, la Société a conclu une entente visant un régime d'achat de titres automatique (le « régime ») avec un courtier désigné en vue de permettre le rachat d'actions aux termes du régime à des moments où il lui serait interdit de le faire en raison de restrictions réglementaires ou de périodes volontaires d'interdiction des opérations. Le régime a été préalablement autorisé par la Bourse de Toronto. Il est en vigueur depuis le 15 août 2021 et se terminera en même temps que le programme de rachat dans le cours normal des activités.

Aux termes du régime, avant d'entrer dans une période volontaire d'interdiction d'opérations, la Société peut demander, sans y être tenue, au courtier désigné de faire des achats dans le cadre du programme de rachat dans le cours normal des activités. Ces achats seront établis à la discrétion du courtier désigné selon des paramètres établis par la Société avant les périodes d'interdiction. En dehors de ces périodes, les rachats seront effectués à la discrétion de la direction de la Société.

Au premier trimestre 2022, la Société a racheté et annulé 890 051 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 26,0 M\$ (2 649 300 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 84,4 M\$ à la même période de 2021). L'excédent de 20,8 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été comptabilisé en réduction des bénéfices non répartis (68,8 M\$ à la même période de 2021).

Instruments financiers

La Société utilise de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et quasi-espèces, des espèces affectées, des comptes clients, des actifs liés à des contrats, des placements à long terme, des emprunts bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, de la dette à long terme, des débiteures convertibles, des obligations locatives et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société utilise des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars CA les versements sur ses dettes libellées en dollars US (intérêts et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, et ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable. La Société n'a pas l'intention de régler ses instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises conclues par la Société comportent une option qui permet à chacune des parties de régler le contrat d'échange à une date spécifique, à la valeur du marché du moment.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme des débetures convertibles et des instruments financiers dérivés aux 31 mars 2022 et 31 décembre 2021 sont les suivantes :

Tableau 7

Juste valeur de la dette à long terme, des débetures convertibles et des instruments financiers dérivés

(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	31 mars 2022		31 décembre 2021	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme¹	(6 376,4)	\$ (6 198,5)	(6 554,0)	\$ (6 660,4)
Débetures convertibles²	(146,9)	(146,9)	(139,5)	(139,5)
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change à terme	(2,0)	(2,0)	0,9	0,9
Ententes de swaps sur devises	307,4	307,4	381,4	381,4

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut la juste valeur de la dette à long terme liée au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

² La valeur comptable et la juste valeur des débetures convertibles sont composées du montant en capital et de la valeur des caractéristiques de conversion liées aux prix plancher et plafond, comptabilisée comme dérivés incorporés.

La juste valeur estimative de la dette à long terme et des débetures convertibles est fondée sur les cours de marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur comptabilisée des instruments financiers dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque d'inexécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, basée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou de la Société.

La juste valeur des dérivés incorporés liés aux débetures convertibles est déterminée selon les modèles d'évaluation des options qui utilisent des données du marché, y compris la volatilité, les facteurs d'actualisation, et les taux d'intérêt et primes de crédit implicites aux prix ajustés des instruments sous-jacents.

Les pertes sur évaluation et conversion des instruments financiers pour les premiers trimestres 2022 et 2021 sont résumées dans le tableau 8.

Tableau 8

Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2022	2021
Perte sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles	7,2 \$	5,7 \$
Autres	0,1	0,1
	7,3 \$	5,8 \$

Au premier trimestre 2022, une perte de 18,4 M\$ a été comptabilisée aux autres éléments du résultat global relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (2,6 M\$ à la même période de 2021).

Mesures non normalisées selon les IFRS

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et le ratio d'endettement net consolidé ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, et les impôts sur le bénéfice. Le BAIIA ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation ajustés et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies, sont également utilisées par la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 9 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 9**Rapprochement du BAIIA ajusté présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2022	2021
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :		
Télécommunications	460,0 \$	450,9 \$
Média	(11,9)	1,3
Sports et divertissement	(0,1)	2,1
Siège social	(5,9)	(1,6)
	442,1	452,7
Amortissement	(194,7)	(195,3)
Frais financiers	(77,5)	(83,1)
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers	(7,3)	(5,8)
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(0,9)	(4,5)
Impôts sur le bénéfice	(44,6)	(44,0)
Bénéfice net	117,1 \$	120,0 \$

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers et la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies est plus représentatif aux fins d'évaluation du bénéfice prévisible. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 10 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 10**Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2022	2021
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	128,7 \$	129,9 \$
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers	(7,3)	(5,8)
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(0,9)	(4,5)
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	0,9	1,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	121,4 \$	121,3 \$

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies*Flux de trésorerie d'exploitation ajustés*

Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent le BAIIA ajusté, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des acquisitions et des renouvellements de licences). Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés sur une base consolidée par l'exploitation de l'ensemble des secteurs d'activité, en plus des flux de trésorerie d'exploitation générés par chacun d'entre eux. En outre, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utiles, car ils constituent un élément des régimes de rémunération incitatif annuel de la Société. La définition des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation selon les IFRS, moins les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des déboursés liés aux acquisitions et aux renouvellements de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la Société. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Les tableaux 11 et 12 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation ajustés et des flux de trésorerie libres générés par les activités d'exploitation poursuivies avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés.

Tableau 11
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2022	2021
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif)		
Télécommunications	460,0 \$	450,9 \$
Média	(11,9)	1,3
Sports et divertissement	(0,1)	2,1
Siège social	(5,9)	(1,6)
	442,1	452,7
Moins		
Acquisitions d'immobilisations ¹ :		
Télécommunications	(93,2)	(99,4)
Média	(6,7)	(1,2)
Sports et divertissement	(0,1)	(0,1)
Siège social	(0,3)	(0,2)
	(100,3)	(100,9)
Acquisitions d'actifs incorporels ² :		
Télécommunications	(22,2)	(38,6)
Média	(2,5)	(4,5)
Sports et divertissement	(0,7)	(0,9)
Siège social	(0,3)	(0,2)
	(25,7)	(44,2)
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés		
Télécommunications	344,6	312,9
Média	(21,1)	(4,4)
Sports et divertissement	(0,9)	1,1
Siège social	(6,5)	(2,0)
	316,1 \$	307,6 \$

¹ Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations selon les états financiers consolidés résumés

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2022	2021
Acquisitions d'immobilisations	(100,3) \$	(100,9) \$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	5,0	(10,9)
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations	(95,3) \$	(111,8) \$

² Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels selon les états financiers consolidés résumés

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2022	2021
Acquisitions d'actifs incorporels	(25,7) \$	(44,2) \$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	(4,1)	(14,6)
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels	(29,8) \$	(58,8) \$

Tableau 12**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2022	2021
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés provenant du tableau 11	316,1	307,6
Plus (moins)		
Portion monétaire des frais financiers	(75,7)	(80,9)
Portion monétaire liée à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(0,9)	(3,2)
Impôts exigibles	(74,4)	(63,4)
Autres	1,5	(0,3)
Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation	(63,5)	(43,2)
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	5,0	(10,9)
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	(4,1)	(14,6)
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies	104,0	91,1
Plus (moins)		
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations	95,3	111,8
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels	29,8	58,8
Produits de l'aliénation d'éléments d'actif	(1,4)	(0,1)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	227,7	261,6

Ratio d'endettement net consolidé

Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, exclusion faite des débetures convertibles, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée, exclusion faite des débetures convertibles, représente le total de la dette à long terme, plus les emprunts bancaires, les obligations locatives, la portion à court terme des obligations locatives et les passifs liés aux instruments financiers dérivés, moins les actifs liés aux instruments financiers dérivés et les espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes. Le ratio d'endettement net consolidé exclut les débetures convertibles puisque ces débetures peuvent être rachetées au gré de la Société, sous certaines conditions, en émettant des actions catégorie B de Québecor. Le ratio d'endettement net consolidé n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS. Il ne vise pas à remplacer des outils d'évaluation conformes aux IFRS ou le bilan afin d'évaluer la situation financière. La définition du ratio d'endettement net consolidé de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 13 présente le calcul du ratio d'endettement net consolidé ainsi que le rapprochement avec les éléments du bilan divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 13
Ratio d'endettement net consolidé
(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2022		31 déc. 2021	
Total de la dette à long terme¹	6 376,4	\$	6 554,0	\$
Plus (moins)				
Obligations locatives	144,0		147,1	
Portion à court terme des obligations locatives	36,3		36,1	
Emprunts bancaires	25,2		-	
Actifs liés aux instruments financiers dérivés	(340,8)		(405,6)	
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	35,4		23,3	
Espèces et quasi-espèces	(26,9)		(64,7)	
Dette nette consolidée exclusion faite des débetures convertibles	6 249,6		6 290,2	
Divisée par :				
BAILA ajusté sur 12 mois	1 962,6	\$	1 973,2	\$
Ratio d'endettement net consolidé	3,18x		3,19x	

¹ Exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

Indicateurs clés de rendement

Unité génératrice de revenus

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit l'UGR. Une UGR représente, le cas échéant, le nombre de clients aux services d'accès Internet, de télédistribution et de VSDA, et le nombre de lignes aux services de téléphonie mobile et filaire. L'UGR n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul de l'UGR utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises ou publiées par des autorités publiques.

Revenu mensuel moyen par unité

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit le RMPU. Cet indicateur sert à mesurer les revenus mensuels moyens par UGR. Le RMPU n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises. La mesure FMPU, utilisée précédemment, a été abandonnée au premier trimestre 2022 et remplacée par la mesure RMPU, afin de permettre une meilleure comparabilité des données dans le contexte de l'évolution du modèle d'affaires de la Société lié à la vente d'équipements.

Le RMPU mobile se calcule en divisant les revenus de téléphonie mobile par le nombre moyen d'UGR de ce service durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

Le RMPU total se calcule en divisant les revenus combinés de téléphonie mobile et filaire, d'accès Internet, de télédistribution et de services de VSDA par le nombre total moyen d'UGR aux services de téléphonie mobile et filaire, d'accès Internet et de télédistribution, durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

Tableau 14
RMPU de Vidéotron pour les huit derniers trimestres
(en dollars canadiens)

	T1-2022	T4-2021	T3-2021	T2-2021	T1-2021	T4-2020	T3-2020	T2-2020
RMPU mobile	38,70 \$	38,97 \$	39,13 \$	38,41 \$	38,08 \$	38,69 \$	39,20 \$	38,45 \$
RMPU totale	46,40 \$	47,07 \$	47,32 \$	47,22 \$	46,64 \$	46,94 \$	46,84 \$	46,51 \$

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2022, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante n'a été effectuée.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société à <www.quebecor.com> ou sur le site Internet de SEDAR à l'adresse <www.sedar.com>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujétis à des risques, des incertitudes et des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active;
- la fragmentation de l'univers des médias;
- de nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor Média;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement du réseau de Québecor Média ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution, d'accès Internet, de téléphonie mobile et filaire, et de VSDA, ainsi que la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité;
- les conflits de travail ou les grèves;
- les interruptions dues à des bris d'équipements, des pannes de réseau, la menace de catastrophes naturelles, les épidémies, les pandémies ou autres crises de santé publique, y compris la pandémie de la COVID-19, et l'instabilité politique dans certains pays;
- l'impact des mesures d'urgence mises en œuvre par divers paliers gouvernementaux;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor Média ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement;
- la capacité de Québecor Média de développer avec succès les activités de son secteur Sports et divertissement ou d'autres domaines en expansion de ses autres secteurs d'activité;

- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur une portion des exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous référer aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedar.com> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 11 mai 2022 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Montréal, Québec

Le 11 mai 2022

QUÉBECOR INC.

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2022	2021			2020			
	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
Revenus	1 088,0 \$	1 183,9 \$	1 148,2 \$	1 131,2 \$	1 091,1 \$	1 146,8 \$	1 111,7 \$	1 003,8 \$
BAlIA ajusté	442,1	498,8	520,3	501,4	452,7	526,8	513,4	475,7
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	316,1	370,6	365,8	338,1	307,6	345,2	346,1	326,1
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	128,7	157,6	176,1	158,3	129,9	165,0	173,1	144,9
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(6,6)	7,6	6,1	7,3	(5,3)	(0,4)	(18,3)	4,5
Éléments inhabituels	(0,7)	(4,7)	(9,1)	(42,1)	(3,3)	(4,2)	(13,9)	(7,0)
Activités abandonnées	-	-	-	-	-	(0,6)	-	32,5
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	121,4	160,5	173,1	123,5	121,3	159,8	140,9	174,9

Données de base par action

Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,54 \$	0,66 \$	0,73 \$	0,65 \$	0,52 \$	0,66 \$	0,69 \$	0,57 \$
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(0,03)	0,03	0,02	0,03	(0,02)	-	(0,07)	0,02
Éléments inhabituels	-	(0,02)	(0,04)	(0,18)	(0,01)	(0,02)	(0,06)	(0,03)
Activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	0,13
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,51	0,67	0,71	0,50	0,49	0,64	0,56	0,69
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	239,2	239,8	242,7	245,0	246,7	249,1	250,5	252,8

Données diluées par action

Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,53 \$	0,65 \$	0,72 \$	0,64 \$	0,52 \$	0,66 \$	0,68 \$	0,57 \$
Impact de la dilution	0,01	-	-	-	-	-	0,01	-
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers	(0,03)	-	-	-	(0,02)	-	(0,07)	-
Éléments inhabituels	-	(0,02)	(0,04)	(0,17)	(0,01)	(0,02)	(0,06)	(0,03)
Activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	0,12
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,51	0,63	0,68	0,47	0,49	0,64	0,56	0,66
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	239,2	244,6	247,5	249,9	246,9	253,8	250,7	258,6